



PROVISOIRE
T/PV.1224
26 juin 1963
FRANCAIS

Trentième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT VINGT-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 26 juin 1963, à 15 heures.

Président :

M. BARNES

(Libéria)

- Dispositions à prendre pour l'envoi d'une mission de visite périodique dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique en 1964 [point 6 de l'ordre du jour] (suite)
- Adoption du rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité [point 12 de l'ordre du jour]
- Adoption du rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale [points 4 a) et 13 de l'ordre du jour]
- Remerciements au Président et déclarations du Président et des membres du Conseil à l'occasion du transfert de M. Protitch, Sous-Secrétaire, à d'autres fonctions
- Clôture de la trentième session

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en texte miméographié sous la cote T/SR.1224. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

DISPOSITIONS A PRENDRE POUR L'ENVOI D'UNE MISSION DE VISITE PERIODIQUE DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE EN 1964 (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil sait que nous n'en avons pas complètement terminé avec la question concernant l'envoi d'une Mission de visite dans les Iles du Pacifique.

A une séance antérieure, le Conseil a décidé que les personnes nommées par les quatre gouvernements membres de la Mission de visite seraient automatiquement élues mais il reste la question du Président de la Mission, qui est normalement élu par le Conseil. L'ambassadeur Corner, représentant de la Nouvelle-Zélande, ayant été nommé membre de la Mission, je suggère - et je soumets cette proposition à l'approbation du Conseil - qu'il soit élu Président de la Mission. Si cette suggestion convient au Conseil, je déclarerai M. Corner élu Président de la Mission de visite.

Il en est ainsi décidé.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ce que vient de proposer le Président constitue, à mon avis, une disposition fort pertinente étant donné la modification de la composition du Conseil. Comme on le sait, au cours des années précédentes, la présidence des missions de visite dans les Territoires sous tutelle du Pacifique alternait traditionnellement entre les membres de puissances administrantes et les membres de puissances non administrantes. Si nous nous tenions à cette vieille pratique, cela signifierait que toute mission future dans les Iles du Pacifique devrait avoir pour président un membre d'une puissance non administrante alors que les missions de visite à Nauru et en Nouvelle-Guinée devraient avoir pour président un membre d'une puissance administrante. Je pense donc que le Président a agi fort sagement en mettant fin à cette tradition.

C'est pourquoi, ma délégation appuie entièrement la proposition du Président. En outre, nous sommes enchantés de voir que M. Corner a été nommé Président de la prochaine Mission de visite dans les Iles du Pacifique.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Président et le Conseil de l'honneur qu'ils viennent de faire à moi-même et à mon pays en me nommant Président de cette mission de visite. Je crois qu'il s'agira d'une mission extrêmement intéressante et, tout comme les autres membres du Conseil, je me rends compte que je devrai entreprendre cette tâche en tant que serviteur du Conseil de tutelle.

POINTS 12, 4 a) ET 13 DE L'ORDRE DU JOUR

ADOPTION DU RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE (T/L.1063 et Add.1)
ADOPTION DU RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE (T/L.1065 et Add.1, L.1067)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de demander les observations des membres du Conseil sur les deux rapports qui nous sont soumis, je voudrais attirer leur attention sur les chapitres de ces deux rapports qui traitent des missions de visite.

Le compte rendu des décisions du Conseil au sujet de la Mission de visite dans le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique en 1964 a été inclus dans le rapport à l'Assemblée générale et dans son rapport au Conseil de sécurité. Par conséquent, je suggère que le chapitre IV du document T/L.1065 et Add.1 soit transféré dans le rapport au Conseil de sécurité et que le chapitre IV du rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée ne contienne plus qu'un court paragraphe indiquant que le Conseil a décidé d'envoyer une mission de visite dans les Iles du Pacifique en 1964, et que le compte rendu d'ensemble figure dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il des observations au sujet du rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité (T/L.1063 et Add.1)?

Si je n'entends pas d'observation, je considérerai le rapport comme adopté.

M. BRYKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour des raisons qui sont bien connues du Conseil et que nous avons déjà expliquées assez longuement et en détail au cours de la discussion, la délégation de l'Union soviétique s'abstiendra lors de l'adoption de ce rapport.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique demande-t-il qu'il y ait un vote afin que son abstention soit enregistrée? S'il en est ainsi, je mets aux voix le projet de rapport au Conseil de sécurité (T/L.1063/Add.1).

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le rapport est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A propos du rapport à l'Assemblée générale, il existe le document T/L.1067, qui contient les observations de chacun des membres.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais soulever une question sur ce document T/L.1067, qui contient un résumé des observations faites par différents membres du Conseil de tutelle au cours de la discussion sur Nauru. Ce document a été distribué à l'état de projet à ma délégation comme aux autres délégations, avec une note nous priant de transmettre nos observations sur les commentaires qui étaient attribués à chacune de nos délégations. Cette note insistait surtout sur la nécessité d'abrégier les comptes rendus. Ma délégation a soumis plusieurs amendements en ce sens, considérant que le projet représentait bien les vues exprimées ici. Je supposais que les amendements des autres délégations seraient également d'ordre mineur et ne compromettraient pas l'équilibre du document. J'ai donc renvoyé au Secrétariat ma copie de ce projet avec mes corrections et maintenant je suis gêné parce que, lorsque je lis le document T/L.1067, j'ai nettement l'impression que les paragraphes qui portent sur les observations de l'Union soviétique ont été fort élargis. Je suis malheureusement obligé de reconnaître que la délégation de l'Union soviétique a parlé beaucoup plus longtemps, au sein de ce Conseil, que beaucoup d'autres délégations, et la mienne en particulier, mais je me demande si ses déclarations méritent d'être si longuement rapportées que le compte rendu s'en trouve déséquilibré dans le document T/L.1067. Comme je l'ai dit, j'estimais que le texte du projet original de document était équilibré mais je pense que les corrections apportées par la délégation soviétique ont rompu cet équilibre par le fait que cette délégation a ignoré la demande du Secrétariat et a même allongé le texte au lieu de l'abrégier.

M. King (Royaume-Uni)

Il n'est pas de ma compétence de suggérer des amendements aux observations attribuées à d'autres délégations. J'ai toutefois le droit d'essayer de m'assurer qu'un tableau équilibré est présenté et qu'une attention proportionnée est accordée aux observations de ma délégation. La nécessité de corriger le déséquilibre existe surtout dans la section du document T/L.1067 qui a trait au progrès économique à Nauru et, afin de compenser le paragraphe 20 qui contient une longue série de remarques par la délégation de l'Union soviétique, je dois demander au Secrétariat d'insérer un nouveau paragraphe - entre les paragraphes 20 et 21 - exposant les vues de ma délégation sur ce point particulier.

J'ai préparé plusieurs exemplaires de ce texte, Monsieur le Président, que vous voudrez bien, j'espère, demander au Secrétariat de distribuer aux délégations. Le nouveau paragraphe se lit comme suit :

"Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que la prospérité matérielle des Nauruans était enviable. Il a souligné qu'on avait prétendu que les Nauruans ne recevaient pas une part équitable des revenus du phosphate exporté de leur île en raison du fait que ce phosphate était fourni aux consommateurs en Australie à un prix inférieur à celui du marché mondial. Le paragraphe 112 du rapport de la Mission de visite réfute cependant cette allégation. La délégation du Royaume-Uni est convaincue que les Nauruans doivent leur prospérité à l'extraction du phosphate et elle est convaincue qu'une part équitable des bénéfices découlant des activités de la British Phosphate Commission est attribuée à tous les intéressés."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil ont entendu l'intervention du représentant du Royaume-Uni. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir une objection quelconque au désir qu'il a exprimé de faire ces insertions dans notre rapport à propos des observations des membres, car c'est la prérogative et la responsabilité de chacun des membres. Le document sera distribué aux membres et inclus dans le rapport, comme l'a demandé le représentant du Royaume-Uni.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'éprouve une grande sympathie pour ce que vient de dire le représentant du Royaume-Uni. J'ai une observation de plus à faire sur la question - et j'en ai parlé au Secrétariat. Ce document a pour titre :

"Situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru

"... Le Secrétariat a préparé le présent document, où l'on trouvera un résumé des observations faites par divers membres du Conseil de tutelle au cours de la discussion sur la situation dans le Territoire de Nauru, en tant que projet de texte..."

J'ai vérifié auprès du Secrétariat quelle était la raison d'être de ce document et l'on m'a informé qu'il s'agissait d'un résumé des observations faites au cours du débat général, et du débat général seulement. Je voudrais quelques précisions sur la situation réservée à la déclaration d'ouverture et aux autres déclarations de l'Autorité administrante par rapport à un document comme celui-ci.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il est évident pour les membres du Conseil que la pratique ici a été qu'un membre du Conseil, qu'il représente l'Autorité administrante ou non, a la prérogative de demander l'inclusion dans les observations de tout point qui est pertinent à la question en discussion.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : La question du représentant de l'Australie me fait me demander si la délégation australienne est ou non satisfaite des observations telles qu'elles apparaissent dans ce résumé fourni par le Secrétariat. Si elle ne l'est pas, je pense qu'elle a absolument le droit de faire les changements qu'elle désire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois avoir dit déjà qu'il est de la responsabilité des Etats membres - c'est-à-dire des membres du Conseil, y compris les Autorités administrantes - de demander l'inclusion, dans le rapport, de toute mention pertinente relative aux problèmes soumis au Conseil. Je voudrais savoir si le représentant de l'Australie - son pays étant l'Autorité administrante des Territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée - est satisfait ou non du rapport du Conseil à l'Assemblée générale.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas satisfait de ce document sous sa forme actuelle. J'ai déjà expliqué pourquoi, et je suis tout à fait d'accord avec le représentant du Royaume-Uni sur ce point. Je pense que ce document ne reflète pas fidèlement tous les points de vue exprimés par l'Autorité administrante, et j'aurais certainement demandé qu'il soit amendé afin de contenir un rapport plus complet des opinions de l'Autorité administrante si l'on ne m'avait informé qu'il conserve le débat général seulement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais rappeler au représentant de l'Australie que les observations des membres du Conseil de tutelle, représentant leurs opinions individuelles seulement, ont été distribuées au Conseil, chaque délégation étant invitée à présenter toutes corrections, tous amendements qu'elle désirerait voir apporter au texte. Pour ce faire, les membres du Conseil avaient jusqu'à mercredi 26 juin 1963. Si ces amendements ou corrections n'ont pas été apportés, je pense que la faute en incombe aux membres du Conseil intéressés, et je ne pense pas qu'il faille retarder les travaux du Conseil par ce qu'une délégation a omis de présenter ses amendements ou corrections.

M. BRYKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation partage entièrement le point de vue que vient d'exposer le Président au sujet du rapport dont nous sommes saisis. La délégation soviétique estime que par comparaison aux propositions, commentaires et déclarations qu'elle a faits au cours du débat, elle n'a vraiment exigé qu'un minimum d'observations dans ce document, acceptant que l'exposé de ses points de vue soient notablement raccourcis, et en particulier des points de vue qui n'ont pas reçu l'approbation de la majorité des membres du Conseil. Or, nous aurions eu pleinement le droit,

M. Brykine (URSS)

en vertu du règlement intérieur du Conseil de tutelle, de demander que ces opinions minoritaires - car, ainsi qu'on pouvait le prévoir d'avance étant donné la composition actuelle du Conseil, la délégation soviétique s'est souvent trouvée en minorité - soient traduites dans son rapport. L'article 64 du règlement intérieur le prévoit en effet expressément, qui dit : "Si un Membre en fait la demande, un exposé de l'opinion de la minorité peut être joint à un rapport ou à une recommandation du Conseil de tutelle." Nous avons donc entièrement le droit de faire enregistrer les points de vue que nous avons défendus, et nous estimons que nous n'avons vraiment exigé d'en voir paraître qu'un minimum dans le rapport, alors que nous aurions pu demander le rappel des recommandations et des amendements que nous avons présentés et qui n'ont pas été adoptés.

Dans ces conditions, si l'on élargit maintenant le cadre du rapport, rompant l'équilibre actuel qui reflète vraiment ce qui s'est passé au Conseil lors de la discussion sur Nauru, ma délégation sera contrainte de demander l'inclusion, conformément à l'article 64 du règlement, d'un exposé sur les points qui ont été inclus ni dans ce rapport, ni dans les décisions du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne ce que vient de dire le représentant de l'Union soviétique, je voudrais rappeler que la Présidence a déjà pris une décision au cours d'une précédente séance du Conseil. Lorsque cette question d'un rapport minoritaire a été soulevée, j'ai dit dans quelle partie du rapport les opinions de la minorité seraient incluses. J'ai en effet précisé que ces opinions apparaîtraient parmi les opinions individuelles de chaque membre du Conseil sur les problèmes soumis au Conseil.

Une décision a par conséquent déjà été prise à ce sujet. La décision présidentielle n'a pas été contestée. Je ne pense donc pas qu'il soit opportun de soulever à nouveau cette question.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas prolonger le travail du Conseil ou le compliquer en quoi que ce soit, mais je désire qu'il soit indiqué que, selon les renseignements qui m'avaient été donnés, ce document devait refléter uniquement les points de vue exprimés lors du débat général. C'est un document important, qui fait partie intégrante du rapport du Conseil de tutelle. C'est en vertu des renseignements que m'avait donnés le Secrétariat que j'ai renoncé à y apporter des additions qu'autrement j'aurais

apportées. Je voudrais donc que l'on comprenne la difficulté dans laquelle je me trouve. J'avoue ne pas très bien savoir personnellement comment en sortir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Que désire au juste le représentant de l'Australie?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas l'intention de soulever des questions au sujet des passages du rapport intéressant les opinions d'autres membres du Conseil, et je ne pense d'ailleurs pas avoir autorité pour le faire. Mais je voudrais par contre avoir la possibilité de revoir encore la section qui intéresse l'Australie et qui reflète les points de vue de l'Autorité administrante.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'agit-il du Territoire de Nauru seulement, ou aussi de la Nouvelle-Guinée?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) Je parle pour le moment en tant que représentant de l'Autorité administrante pour le Territoire de Nauru. En effet, le document correspondant pour la Nouvelle-Guinée n'a pas encore été mis au point, et je prendrai soin de ne pas répéter, pour ce document, la même erreur que celle qui a été commise pour le document intéressant Nauru. Je ne parle donc, pour le moment, que du document T/L.1067, qui concerne la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas sûr que nous puissions permettre au représentant de l'Australie d'inclure dans ce document des commentaires de l'Autorité administrante sur Nauru sans savoir quels sont ces commentaires. Le représentant du Royaume-Uni, lui, nous a donné lecture du texte qu'il souhaitait voir inclure dans le rapport. Si le représentant de l'Australie est prêt à nous donner lecture des commentaires qu'il voudrait voir inclure dans le rapport, pour compléter le point de vue de l'Autorité administrante, le Conseil pourra alors décider si ces commentaires doivent être inclus. Mais je ne pense pas que nous puissions laisser le représentant de l'Australie inclure des commentaires sans que le Conseil les ait entendus.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien la situation, il appartient à chaque délégation individuelle de décider ce qui devrait être mis dans le rapport pour ce qui concerne les observations qu'elle a elle-même faites. Les représentants de l'Union soviétique et du Royaume-Uni ont parlé de cette question et ont exercé ce droit. La délégation australienne, elle, n'a pas entièrement exercé ce droit, qui appartient à chaque membre du Conseil, et si elle ne l'a pas fait, c'est parce qu'elle avait reçu des renseignements inexacts. Je n'ai certes l'intention de demander l'inclusion dans ce document d'aucun élément qui n'a pas été reproduit déjà dans les comptes rendus analytiques ou sténographiques du Conseil. Ce que je demande, c'est par conséquent de pouvoir exercer un droit qui m'appartient et que n'importe quel membre du Conseil peut exercer. Et pour pouvoir exercer ce droit, je demande un certain délai.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil devrait, à mon avis, être un peu plus libéral en la matière. Notre collègue de l'Australie siège ici pour la première fois, non pas en qualité de représentant spécial, mais en qualité de représentant de l'Australie. Qu'il me pardonne si je dis qu'il a peut-être omis certaines indications, notamment l'avertissement que les corrections doivent être apportées avant un certain délai. Etant donné cette erreur de la part de la délégation australienne, ma délégation serait disposée à prier le Président d'accorder au représentant de l'Australie le droit de parcourir à nouveau le document T/L.1067 et d'apporter les modifications qu'il désire, à condition que les observations qu'il ajoutera reflètent ce que la délégation de l'Australie avait déclaré au cours de la discussion générale, y compris les discours liminaires. J'estime qu'il n'y a aucun inconvénient à cela et que le Conseil n'a pas à aller plus loin qu'à faire droit à la requête de la délégation australienne.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Chine vient de dire à peu près ce que je m'apprêtais à suggérer, à savoir d'autoriser le représentant de l'Australie à apporter ses amendements à ce document.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'avais l'intention de demander la même chose à notre Président et aux membres du Conseil : permettre au représentant de l'Australie d'ajouter les observations qu'il estime appropriées pour que les opinions de sa délégation soient reproduites correctement.

M. BRYKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Tout d'abord, ma délégation se voit obligée de faire une observation à propos de l'intervention du représentant de l'Australie.

La délégation de l'Union soviétique a suivi exactement la procédure prévue pour la revision du document préparé par le Secrétariat; nous avons présenté à temps nos observations. Par conséquent, lorsque le représentant de l'Australie dit que la délégation de l'Union soviétique aurait demandé un avantage spécial, cette allusion n'est aucunement justifiée. En effet, à notre avis une erreur a été commise au début de cette séance lorsque le droit a été accordé au représentant du Royaume-Uni d'apporter, après l'expiration du délai prévu, un additif au document préparé par le Secrétariat. Parce que ce droit a été accordé, nous avons déclaré - et nous déclarons une fois encore - que nous présenterons d'autres observations qui devront être annexées à ce document; ces observations indiqueront le point de vue et les propositions de l'Union soviétique.

Je rappelle qu'il s'est produit un cas, non pas au Conseil de tutelle, mais au Comité des vingt-quatre, où les interventions de la délégation soviétique ont été entièrement déformées; une déformation grossière de nos points de vue a été permise; à ce moment-là, on nous a dit que nous n'avions pas présenté nos corrections à temps.

Je crois que nous nous engageons dans une voie très dangereuse. Le rapport contenant le résumé de nos observations risque de s'allonger à l'infini. Dans ce cas, je puis assurer que la délégation de l'Union soviétique s'efforcera de donner un démenti à toute affirmation qui serait ajoutée au rapport; comme nous l'avons fait au cours des débats du Conseil de tutelle, nous relèverons toutes les déclarations pertinentes dans les comptes rendus. Il y aura là une procédure très longue et qui, d'après moi, ne nous mènera en fin de compte à rien de bon. Ne vaudrait-il pas mieux laisser ce document tel qu'il est, au prix même de reviser la décision prise à propos de la requête du représentant du Royaume-Uni? S'il n'en était pas ainsi fait, nous nous réservons le droit d'annexer nos propres déclarations à cette partie du rapport.

Mlle BROCKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté attentivement le débat qui vient de se dérouler afin de bien comprendre ce que le représentant de l'Australie demandait. A mon avis, le représentant de la Chine a très bien posé la question. Les membres du Conseil de tutelle ont le droit de reviser le résumé fait par le Secrétariat des opinions qu'ils ont exprimées pendant la session du Conseil. Les membres du Conseil devraient s'efforcer de présenter leurs observations et corrections à temps.

Sans accuser le Secrétariat, je voudrais faire observer que j'ai dû insister par trois fois avant d'obtenir qu'une correction soit faite au sujet d'un point de mes déclarations. La correction ne figure pas dans le rapport; cependant nous devrions tous nous efforcer de ne pas retarder les travaux du Conseil. Mais, puisque l'Australie est une Autorité administrante, les vues exprimées par son représentant pendant la discussion doivent être reflétées d'une manière correcte; nous devons tenir compte de cette considération.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je suis d'accord avec tous ceux qui viennent de parler sur cette question.

Tout d'abord, chaque membre du Conseil a le droit de veiller à ce que le résumé de nos discussions, qui deviendra un document officiel du Conseil de tutelle, reflète correctement les opinions qu'il a exprimées.

Il y a ensuite la question du délai. Ce délai est expiré; je demanderai que ce délai soit prolongé. Je crois que, pour les Iles du Pacifique, le délai expire aujourd'hui. Nous pourrions prolonger ce délai d'un jour; nous pourrions prolonger le délai imparti pour les corrections au sujet du document sur la Nouvelle-Guinée jusqu'à vendredi; cela serait suffisant.

Il n'est de l'avantage de personne que les observations reproduites dans ce document ne correspondent pas exactement aux vues d'une délégation; il est de l'intérêt de tous que les observations soient reproduites fidèlement.

D'autre part, je pense que le représentant de l'Union soviétique a raison; des idées sujettes à controverse pourraient être ajoutées et le rapport pourrait s'allonger indéfiniment. Je crois qu'il serait bon que nous nous mettions d'accord pour prolonger le délai pour les corrections à apporter au résumé de nos observations sur Nauru, sur les Iles du Pacifique et sur la Nouvelle-Guinée jusqu'à vendredi prochain.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Tout d'abord, tout représentant désirant apporter une addition à une section quelconque devra fournir un résumé précis de ce qu'il a dit lui-même, sans faire aucune référence à la position d'une autre délégation quelconque. En second lieu, nous devrions confier au Président le soin de revoir les additions proposées afin de s'assurer qu'aucune ne contient de référence à la position d'une autre délégation quelconque.

M. BRYKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je crains que nous ne nous enfonçons toujours davantage. Dans l'addition qu'il a proposée, le représentant du Royaume-Uni s'est référé aux prix des phosphates des British Phosphate Commissioners; mais il y a les observations pertinentes du rapport de la Mission de visite sur la question et le représentant du Royaume-Uni était l'un des membres de la Mission de visite qui s'est rendue à Nauru. Dans ce rapport, la position était exposée très directement et le rapport a été soumis au Conseil de tutelle. Puisque la question des prix payés pour les phosphates a été traitée très clairement, nous nous trouverons dans la position suivante : notre rapport contiendra une déclaration du représentant du Royaume-Uni qui sera inexacte puisqu'elle sera en contradiction avec la situation réelle telle qu'elle a été constatée par la Mission de visite dont le représentant du Royaume-Uni faisait partie. Telle est la situation dans laquelle nous allons nous trouver et je crois que le mieux serait de ne rien ajouter au rapport étant donné que la date limite est passée. Si nous commençons à introduire de nouveaux textes, nous n'en verrons jamais la fin.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il est tout à fait exact que la date limite pour présentation des corrections en ce qui concerne les observations des membres du Conseil est expirée. J'ai écouté avec grande attention la proposition du représentant de la Nouvelle-Zélande tendant à proroger ce délai jusqu'à vendredi. Je suis assez enclin à accepter cette suggestion; mais je crains que nous ouvrons ainsi la porte et que nous soyons envahis par toutes sortes de demandes de corrections et d'observations. Puisque certains membres du Conseil m'ont demandé de faire droit à la requête du représentant de l'Australie tendant à amender ses observations, je ne puis que m'incliner devant cette demande de mes collègues. Par conséquent, j'accède donc à la requête du représentant de l'Australie et j'espère que la question est ainsi close.

Le Président

S'il n'y a pas d'autres observations sur le projet de rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale, je considérerai que le Conseil est prêt à voter sur ce rapport.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le rapport, tel qu'il a été amendé, est adopté.

REMERCIEMENTS AU PRESIDENT ET DECLARATIONS DU PRESIDENT ET DES MEMBRES DU CONSEIL A L'OCCASION DU TRANSFERT DE M. PROTITCH, SOUS-SECRETAIRE, A D'AUTRES FONCTIONS

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire observer que le Conseil, lorsqu'il se réunira pour sa trente et unième session, n'aura malheureusement plus M. Protitch car, comme les membres du Conseil le savent maintenant, le Secrétaire général a annoncé que M. Protitch est nommé, à partir du 1er juillet, Sous-Secrétaire aux affaires politiques spéciales.

Nous savons tous que M. Protitch est un ancien diplomate éminent de son pays. Il a commencé sa carrière aux Nations Unies à Londres dès 1945. Sa compétence exceptionnelle, son dévouement aux idéals de notre Organisation l'ont placé au tout premier rang de la fonction publique internationale. Il est extrêmement respecté et estimé de tous ses collègues, de tous les membres du Conseil et de tous les Membres des Nations Unies. Tout en regrettant de le perdre au Conseil de tutelle, auquel il a consacré son temps et son talent, nous devons nous réjouir et le féliciter de sa promotion et nous sommes certains qu'il apportera une contribution de prix, en raison de sa longue expérience, de sa compétence et de son dévouement à cette Organisation en sa qualité de Sous-Secrétaire aux affaires politiques spéciales.

Je suis sûr que les membres du Conseil voudront rendre personnellement hommage à M. Protitch. Celui-ci n'abandonne pas les Nations Unies; il ne quitte que le Conseil de tutelle. Si un membre du Conseil désire parler sur cette question, je serai heureux de lui donner la parole. Comme Président, j'ai cru devoir présenter ces observations et exprimer mes sentiments personnels au sujet de M. Protitch à qui je souhaite de poursuivre une carrière fructueuse.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je désire m'associer à tout ce que vous venez de dire au sujet de M. Protitch et de la contribution qu'il a apportée aux travaux du Conseil. Il a dirigé les services du Secrétariat auprès du Conseil de tutelle au cours d'une des plus importantes périodes de l'histoire de celui-ci, pendant laquelle de nombreux territoires ont accédé à l'indépendance. Il quitte le Conseil au moment où il ne reste plus que trois, sur onze, territoires sous tutelle. Je suis certain que, dans ses futures fonctions, il aura autant de succès qu'il en a eu ici. Je crois savoir qu'une partie de sa tâche future portera sur le désarmement; s'il peut obtenir d'aussi brillants résultats dans ce domaine qu'il en a connu dans celui de la tutelle, nous aurons tous lieu de nous réjouir plutôt que de regretter son départ de ce Conseil.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je désire m'associer au Président et au représentant de la Nouvelle-Zélande et exprimer la gratitude de ma délégation envers M. Protitch pour l'excellent travail qu'il a accompli auprès du Conseil. J'ai été très frappé, non seulement par la compétence, le talent et les connaissances techniques dont il a fait preuve au cours des travaux du Conseil; mais, parlant à titre personnel et en tant que nouveau membre du Conseil de tutelle, je dois dire très sincèrement combien j'ai apprécié l'aide qu'il m'a fournie en me guidant à travers toutes les difficultés qui se sont présentées à moi, non seulement à l'occasion du travail du Conseil de tutelle, mais aussi à l'occasion du travail du Comité des vingt-quatre.

Je perds non seulement un excellent ami dans ce Conseil au moment où il nous quitte, mais encore quelqu'un qui m'a beaucoup aidé personnellement et qui a facilité le travail de ma délégation. Certes, les Nations Unies ne seront pas privées de ses services, ce qui aurait été une catastrophe. Je regrette cependant que, dans la suite des travaux de ce Conseil et du Comité des vingt-quatre, nous ne puissions plus bénéficier de ses connaissances et de sa compétence.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais m'associer à ce que vous venez de dire, Monsieur le Président, à l'égard de M. Protitch. Bien que nouvelle venue au Conseil de tutelle, j'ai eu l'occasion de travailler avec M. Protitch depuis longtemps - une dizaine d'années je pense. Tout au cours de cette période, sa gentillesse, sa courtoisie, son désir de coopérer, sa bonne volonté toujours prête à guider les nouveaux venus ont contribué à établir entre nous une amitié très étroite. Je veux le féliciter pour le rôle qu'il a joué dans l'accession de nombreuses nations à l'indépendance.

Quelquefois nous n'apparaissions pas aux autres comme des chefs dans certains domaines; on ne peut dire que M. Protitch a été l'un des grands leaders de ce mouvement de libération des peuples, mais le travail qui a été fait par d'autres dans ce domaine n'a pu l'être que grâce à son activité au sein du Secrétariat, grâce à la contribution constructive qu'il a apportée à nos travaux. Je crois que ceux d'entre nous qui se souviennent des sessions antérieures de la Quatrième Commission, lorsque nous examinions le rapport du Conseil de tutelle, seront attristés par la pensée que M. Protitch en sera désormais absent. Nous avons cependant l'impression que c'est la contribution importante apportée par M. Protitch à nos travaux qui lui vaut cette promotion.

Je lui souhaite le plus grand succès dans son nouveau poste et, comme le représentant de la Nouvelle-Zélande l'a dit, je souhaite également qu'il réussisse dans le domaine du désarmement aussi bien que dans celui du Conseil de tutelle. J'espère enfin que les trois Territoires qui restent encore sous tutelle prendront bientôt la place qui leur revient dans la communauté des nations.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je ne puis que m'associer, en mon nom personnel et au nom de ma délégation, à ce que viennent de dire les représentants qui ont pris la parole avant moi au sujet du transfert de M. Protitch à d'autres fonctions.

Je veux me joindre tout particulièrement aux paroles prononcées par le représentant des Etats-Unis car je suis presque aussi nouveau venu que lui au sein de ce Conseil et, tout comme lui, je suis très reconnaissant à M. Protitch de l'amabilité et de la gentillesse qu'il m'a témoignées lorsque j'ai été lancé dans

M. King (Royaume-Uni)

le maelstrom du Comité des vingt-quatre puis dans le Conseil de tutelle; j'ai aussi beaucoup apprécié sa courtoisie constante et la compétence qu'il nous a toujours prêtée.

Je voudrais également remercier le personnel qui travaille sous ses ordres et qui certainement partage l'esprit dont il s'inspire.

Je veux conclure en souhaitant à M. Protitch le plus grand succès dans ses nouvelles fonctions.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, le Conseil a terminé officiellement ses travaux. En cette circonstance je voudrais m'excuser de prendre la parole tout d'abord pour vous rendre hommage, à vous-même, Monsieur le Président, avant de passer à notre excellent ami M. Protitch; je crois que tout ce que j'ai à dire peut l'être dans une seule intervention.

Après la récente expérience que vous venez de faire à Vienne, alors que vous présidiez avec beaucoup de succès la Conférence sur les relations consulaires, succès qui vous a valu de chaudes acclamations, vous trouverez peut-être que la démonstration actuelle de notre admiration est assez faible; mais nos coeurs battent d'un même rythme, ici comme à Vienne. Nous vous sommes reconnaissants de ce que sous votre direction sage, compétente et ferme cette session du Conseil ait été menée à bonne fin.

Le Conseil termine ses travaux en temps voulu, nous permettant ainsi de nous séparer pour jouir d'un certain repos au moment où commence le dur été de New York. La façon admirable dont vous avez travaillé dans ce Conseil nous donne un exemple qu'il sera difficile à quiconque de surpasser.

Nous avons été fiers de travailler sous votre direction pendant cette année 1963, alors que les Territoires restant sous tutelle dans le Pacifique sont à la veille d'atteindre l'objectif final de l'organe international de tutelle..

Nous avons été également heureux de la présence de M. Corner, en tant que Vice-Président. Du fait même de ses fonctions, il n'a pu participer à certaines polémiques au sein du Conseil, aussi librement qu'il l'aurait fait dans un autre cas. Mais je veux ajouter que la contribution qu'il a apportée aux travaux du Conseil lui ont valu l'admiration, non seulement de l'Autorité administrante, mais de tous les membres. Il a, cependant, soutenu sa propre cause avec beaucoup d'efficacité.

M. Kiang (Chine)

Nous avons beaucoup apprécié aussi l'aide que nous ont prêtée les représentants des institutions spécialisées qui ont participé aux travaux de cette session.

Nous voudrions remercier vivement tous nos amis du Secrétariat, tant ceux qui travaillent ici avec nous que ceux qui travaillent pour nous dans cette maison. Leur participation et leur travail acharné ont beaucoup contribué au succès de nos travaux qui ont pu s'achever en temps voulu. Si un délai inévitable a été nécessaire, la faute n'en est certainement pas aux membres du Secrétariat.

Nous regrettons vivement de voir M. Protitch abandonner les activités du Conseil de tutelle. M. Protitch, que j'ai connu dès notre séjour à Lake Success, est le parangon du fonctionnaire international, et je crois bien le connaître. Son départ est une perte pour le Conseil de tutelle mais le Secrétariat général y gagnera. J'espère que M. Protitch comprendra et qu'il me pardonnera mon indiscretion si je dis que lui-même espère retourner vers ce qui a été sa carrière du début. Qu'il me permette de lui adresser nos félicitations et nos meilleurs voeux.

La retraite de M. Frank Cottrell, Secrétaire du Conseil, va priver également ce dernier d'un excellent fonctionnaire qui a toujours parfaitement rempli sa tâche. Nous lui souhaitons beaucoup de satisfaction et tout le bonheur possible dans la vie privée qui l'attend.

Puis-je ajouter enfin que nous méritons tous de longues et agréables vacances cet été; nous nous retrouverons plus tard en excellente forme.

M. DOISE (France) : Je tiens à associer ma délégation à l'hommage qui vient d'être rendu, Monsieur le Président, par vous-même, à votre initiative et par les membres de ce Conseil, à M. Protitch. Je voudrais lui dire combien nous regrettons son départ. Depuis de longues années, on avait pris l'habitude de le voir dans cette salle, donner des conseils toujours avisés, travailler beaucoup et diriger avec talent et compétence les travaux du département qui lui était confié. Sa brillante intelligence, sa parfaite courtoisie sont connues de tous, et la contribution qu'il a apportée au règlement des problèmes des Territoires sous tutelle ou des territoires non autonomes est immense. Il a toujours été pour notre délégation un ami véritable. Heureusement, il ne s'agit pas, en ce qui le concerne, d'un départ, mais d'un changement d'affectation et d'une promotion pour laquelle nous sommes heureux de le féliciter et de lui souhaiter plein succès.

Puisque j'ai la parole, Monsieur le Président, et pour éviter de vous la redemander dans quelques instants, je voudrais vous rendre hommage, vous dire combien nous nous félicitons de vous avoir choisi, il y a un mois déjà, pour diriger ce Conseil de tutelle. Sous votre direction avisée, intelligente, ferme et toujours paternelle, nous avons achevé à temps nos travaux et je pense que cette session du Conseil de tutelle est arrivée à des résultats très positifs.

Je voudrais également rendre hommage à notre distingué Vice-Président, l'ambassadeur Corner, que nous avons eu l'occasion de voir assez rarement dans le fauteuil présidentiel, mais dont nous connaissons tous les grandes qualités d'intelligence et de travail.

Avant de terminer, je voudrais également demander à M. Cottrell, qui est ici le représentant du Secrétariat du Conseil, de transmettre nos vœux à tout le personnel de ce département qui a aidé au succès de cette session du Conseil de tutelle. Je sais que M. Cottrell, qui est également un vieil ami, va bientôt prendre sa retraite. Je voudrais lui exprimer notre regret de le voir partir et lui souhaiter également beaucoup de chance dans cette nouvelle période de sa vie.

Je voudrais également rendre hommage aux représentants des institutions spécialisées qui assistent si fidèlement à nos travaux et nous ont donné des conseils précieux lorsque cela était nécessaire.

M. BRYKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il y a un très vieux dicton qui dit : "Dépêche-toi de dire une bonne parole à la personne que tu rencontres; peut-être ne la rencontreras-tu plus jamais". Je suis un nouveau venu au Conseil de tutelle. C'est la première session à laquelle je participe et c'est là que j'ai rencontré M. Protitch. Je voudrais mentionner précisément cette rencontre, parce que j'espère que nous aurons la possibilité de parler à part de nos autres rencontres au Comité des vingt-quatre.

Suivant le dicton fort juste que j'ai cité tout à l'heure et qui exprime la grande sagesse de tous les peuples, je m'empresse d'adresser une bonne parole à M. Protitch, bien que je sache que je le reverrai dans l'avenir, sinon au Conseil de tutelle du moins dans le bâtiment des Nations Unies. Dans le monde, il y a des gens très divers, dont les caractères sont différents, dont les vues ne sont pas les mêmes. Mais un homme vraiment digne de ce nom inspire toujours, chez les autres hommes, un sentiment de respect quand il manifeste le désir de travailler, quand il fait preuve de courtoisie, quand il cherche à contribuer à une bonne oeuvre et à coopérer à l'effort commun. Toutes ces qualités, nous les avons trouvées, à maintes reprises, dans les activités de M. Protitch. Pour nous, celui-ci n'est pas seulement le représentant du Secrétaire général et son représentant en ce qui concerne les questions de tutelle, mais un ami avec lequel nous n'avons pas discuté seulement des problèmes ayant trait au Conseil de tutelle, problèmes qui ont toujours été difficiles pour lui parce que la délégation de l'Union soviétique s'efforce d'apporter toujours quelque chose de nouveau, de trouver des façons nouvelles d'aborder les questions et que nous nous trouvons en minorité. Or, il est toujours plus difficile de satisfaire la minorité que la majorité. C'est tout à fait normal. Cependant, pour toutes ces questions ayant trait à l'activité du Conseil de tutelle, nous avons toujours trouvé auprès de M. Protitch les solutions qui convenaient. Je n'ai pas besoin d'ajouter combien notre délégation apprécie ce fait, et tout particulièrement quand il s'agit des membres du Secrétariat.

M. Brykine (URSS)

En continuant à dire du bien de M. Protitch, nous voudrions lui souhaiter bonne santé, de grandes possibilités de travail, le bonheur personnel, mais puisque sa tâche se poursuit ici, nous voudrions lui souhaiter surtout que ses nouvelles fonctions lui permettent d'assister à des événements qu'il n'a pas pu voir jusqu'ici, à son poste actuel. M. Protitch quitte le Conseil de tutelle sans avoir pu voir l'accomplissement de la tâche de ce dernier et la réussite totale du régime de tutelle. Nous souhaitons à M. Protitch la joie d'être le témoin de la solution du problème dont il s'occupera dans le cadre des Nations Unies, à savoir le désarmement. Si M. Protitch a ce bonheur, celui-ci sera partagé par toute la race humaine. Ce serait le plus grand bien dont chacun de nous pourrait bénéficier.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas si c'est un privilège ou un désavantage d'être le dernier orateur dans un cas comme celui-ci. Je serai bref, d'abord parce que beaucoup de ce qui devait être dit l'a été, et aussi parce qu'il y a des occasions où il faut être bref.

Je voudrais que M. Protitch sache que bien avant de venir moi-même au Conseil et plus longtemps encore avant que je vienne aux Nations Unies, son nom était bien connu et respecté en Australie. C'est pourquoi quand je suis venu ici ainsi que les membres de ma délégation, nous connaissions M. Protitch et le respections, ce qui a facilité nos contacts personnels avec lui.

Dans tout ce qui a été dit ici au sujet de ses qualités, et je suis tout à fait d'accord avec les éloges qui ont été prononcés, j'ai été particulièrement frappé par une ou deux observations. L'une d'entre elles a été faite par la représentante du Libéria qui a parlé de la courtoisie et de l'humanité de M. Protitch. Je tiens à m'associer tout particulièrement à cette remarque. Ce sont là des qualités qui conviennent tout particulièrement à un homme et M. Protitch les possède à un degré élevé.

Les autres observations auxquelles nous voudrions être particulièrement associés sont celles du représentant de la Chine en ce qui concerne la compétence de M. Protitch en tant que fonctionnaire. Nous savons que la fonction publique, sous toutes ses formes, est une occupation fort honorable, peut-être la plus honorable qui soit pour un homme. Elle possède ses mérites particuliers, ses difficultés

M. McCarthy (Australie)

particulières, et ses difficultés sont plus grandes quand il s'agit d'un fonctionnaire international que lorsqu'il s'agit d'un fonctionnaire au service d'un gouvernement déterminé. La façon dont M. Protitch a surmonté les difficultés qu'il a éprouvées quotidiennement dans cette tâche extraordinairement complexe qui ne comporte aucun précédent dans l'histoire avant l'existence des Nations Unies, nous a inspiré une grande admiration. Nous regrettons que M. Protitch nous quitte. Nous espérons que nous aurons le plaisir de le revoir ailleurs. Nous lui souhaitons bonne chance. Nous déplorons tout particulièrement son départ qui privera le Conseil d'une personnalité vraiment humaine.

M. McCarthy (Australie)

En ce qui vous concerne, Monsieur le Président, je voudrais ajouter quelques mots en tant que représentant de l'Autorité administrante de deux des trois territoires qui ont retenu l'attention du Conseil. Lorsque vous avez pris le fauteuil présidentiel, nous avons dit que nous nous en félicitons parce que vous apportiez un regard nouveau, mais un regard plein de l'expérience acquise dans un autre pays, sur les problèmes qui intéressent le Conseil de tutelle. Nous ne pouvons qu'ajouter quelques mots à ce que nous avons dit alors et dire que nos espoirs ont été dépassés par la façon dont vous avez conduit et mené à bien les travaux du Conseil. En tant que représentant de l'Autorité administrante, je vous en remercie très sincèrement.

Nous voudrions également nous associer aux paroles de reconnaissance qui ont été adressées à notre vieil ami, M. Cottrell, à l'occasion de sa retraite.

Un mot encore, puisque j'ai l'avantage d'être le dernier orateur, pour répéter ce qui a été dit, je crois, par le représentant de la Chine en ce qui concerne les services et la grande compétence de tous les membres du Secrétariat, visibles et invisibles. Nous les remercions de l'aide qu'ils nous apportent et nous apprécions à leur juste prix leur compétence et leur valeur.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Sous-Secrétaire à la tutelle désire dire quelques mots et je lui donne la parole.

M. PROTITCH (Sous-Secrétaire) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres du Conseil des félicitations si aimables et si peu méritées qui m'ont été adressées. Tous les éloges devraient s'appliquer à mes collègues du Secrétariat qui m'ont apporté une aide sans réserve. Je peux dire seulement que nous avons été très heureux d'assister le Président et le Vice-Président, ainsi que tous les membres du Conseil. Je vous suis profondément reconnaissant à tous et j'espère que vous m'excuserez si j'ajoute : tout spécialement à ma chère amie d'Afrique, Mlle Angie Brooks. La seule raison pour que je la mentionne spécialement, c'est qu'elle est la seule femme siégeant ici. J'ai étroitement travaillé avec elle en de nombreuses occasions, non seulement au Conseil de tutelle mais également dans d'autres organes des Nations Unies.

M. Protitch (Sous-Secrétaire)

Comme je l'ai dit, je vous suis très reconnaissant, Monsieur le Président, ainsi qu'à tous vos collègues membres du Conseil. Les éloges qu'a pu mériter le travail fait ici doivent s'adresser à mes collègues du Secrétariat.

Mlle PROCKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Maintenant que nous approchons de la clôture de cette session du Conseil, je tiens, au nom de ma délégation, à vous rendre hommage pour les services que vous avez rendus, Monsieur le Président, dans la direction des travaux du Conseil. Je tiens également à rendre hommage au Vice-Président et à dire que ce fut pour moi un plaisir de travailler au Conseil avec les membres qui le composent actuellement. J'aimerais ajouter également que ce fut un plaisir de travailler avec M. Yates au Comité de rédaction.

Je viens d'apprendre que M. Cottrell va nous quitter. M. Cottrell a travaillé avec la Quatrième Commission pendant un certain nombre d'années et avec le Conseil de tutelle. J'ai eu une occasion toute spéciale de collaborer étroitement avec lui et avec M. Protitch lorsque j'ai été Président de la Quatrième Commission. En ce qui concerne les questions de la tutelle, il a été, pourrais-je dire, mon conseiller juridique. Travailler si étroitement avec des personnes tellement dévouées à leur tâche et à la cause des Nations Unies rend particulièrement triste pour moi le moment où elles sont sur le point de nous quitter. Que Dieu bénisse M. Cottrell dans tout ce qu'il pourra entreprendre lorsqu'il nous aura quittés. Son souvenir demeurera dans nos coeurs, comme celui de M. Protitch.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté avec attention les hommages exprimés autour de la table du Conseil et je ne peux m'empêcher de penser que nombre d'entre eux avaient le son d'une épitaphe. Cependant, j'estime que la seule épitaphe que nous ayons à rédiger ici aujourd'hui est celle de la session du Conseil de tutelle qui se termine.

Je tiens également à joindre mes hommages à ceux exprimés par mes collègues. J'ai fait cependant l'erreur de suivre la suggestion du Président et de ne m'adresser qu'à M. Protitch. Je pense qu'il fallait la sage intuition du

M. Yates (Etats-Unis)

représentant de la Chine pour voir que l'occasion méritait plus qu'un hommage à M. Protitch, qu'elle méritait un hommage également à tous ceux qui ont fait de cette session du Conseil le beau succès qu'elle est à mon avis.

Je ne peux laisser cette session du Conseil de tutelle se terminer sans exprimer la profonde satisfaction de ma délégation de ce qui me semble être une réalisation presque unique; je veux parler de la façon dont le Président a dirigé nos séances du Conseil. Je n'avais pas eu le plaisir, avant ces réunions, de connaître de travail de l'ambassadeur Barnes. Le représentant de la Chine et d'autres également ont travaillé avec lui auparavant et connaissaient ses qualités éminentes. Mais ceci a été pour moi une révélation. J'ai eu l'avantage de travailler pendant 14 ans dans un organisme législatif, le Congrès américain et je peux dire que, tout au long de cette expérience, je n'ai rencontré aucun Président qui ait accompli son devoir d'une façon aussi parfaite que l'a fait le Président de notre session du Conseil de tutelle. Je pense que personne n'aurait pu faire un meilleur travail car notre Président a agi avec dignité et célérité. A certains moments, il semblait presque se servir d'un fouet à l'égard des représentants afin de faire avancer les travaux du Conseil. Cette sorte de traitement était nécessaire. Il a agi avec intelligence et compétence et, surtout, il me semble qu'il a également agi avec bonne humeur. C'est exactement ce qu'il fallait en certaines occasions. A mon avis, il a fait preuve de la patience de Job et de la sagesse de Salomon. Je voudrais connaître mieux la Bible afin de mieux décrire les qualités dont le Président nous a donné la preuve. J'irai même plus loin. Je dirai qu'à certains moments il a fait preuve de la totale impartialité d'un arbitre de boxe, car, à mon avis, cela a été également nécessaire à certains moments. Je tiens à féliciter le Président pour son excellent travail, pour les résultats qui n'auraient pas pu être mieux atteints; je tiens à déclarer que j'attends l'occasion - et je la considère comme un privilège - de travailler à nouveau avec lui dans quelques autres champs d'activité des Nations Unies.

M. Yates (Etats-Unis)

Je veux également relever les aimables paroles de Mlle Brooks, la représentante du Libéria. Ce fut un réel plaisir de travailler avec elle à la rédaction de notre rapport.

Je n'étais pas au courant de la mise à la retraite de M. Cottrell. Je ne dirai pas que je m'en réjouis car je regrette de l'apprendre. Il a été un membre tellement remarquable de notre Comité que tous, j'en suis sûr, ressentons vivement la perte que nous causera son départ; mais cela sera compensé jusqu'à un certain point par le fait que cette décision lui donnera la possibilité de faire tout ce qu'il a remis à plus tard pendant de nombreuses années. Ma délégation et moi-même nous lui souhaitons bonne chance au moment où il quitte son poste. Nous nous souviendrons toujours du bon travail qu'il a fait en notre nom.

Enfin, je voudrais m'associer aux autres représentants qui ont exprimé leur gratitude pour l'excellent travail accompli par le Secrétariat. J'ai constaté que les membres du Secrétariat étaient doués d'une grande efficacité et de talents personnels, et je suis émerveillé de la façon dont cet immense monolithe, les Nations Unies, réussit à accomplir la tâche monumentale qui lui a été confiée. La manière remarquable dont cette tâche est accomplie est en soi un hommage aux qualités exceptionnelles de ceux que nous appelons des "fonctionnaires" et qui sont, en réalité, les serviteurs de tous les membres de la famille des nations.

M. BRYKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au cours de toute cette session du Conseil de tutelle, ma délégation, en plus des autres questions, a constamment lutté contre les éloges et les dithyrambes au sein de notre Conseil. Cela ne signifie pourtant pas que notre délégation est par principe opposée aux éloges quand ces éloges sont mérités, lorsqu'ils doivent vraiment être prononcés. Dans les conversations officieuses que nous avons eues avec les autres membres du Conseil, nous avons recueilli l'impression qu'au cours de la présente session, certaines questions nouvelles ont été soulevées à propos des problèmes dont nous discutons, c'est-à-dire des problèmes de tutelle, et cela a fait que la présente session s'est déroulée dans une atmosphère très tendue et très affairée. Tout cela a compliqué, évidemment, le travail du Président.

Nous voudrions maintenant, Monsieur le Président, vous exprimer notre reconnaissance et vous dire notre espoir que la coopération qui s'est créée entre vous et notre délégation se poursuivra ailleurs. Avant tout, nous voudrions souligner combien vous vous êtes efforcé de faire en sorte que le travail du Conseil soit productif, utile et, en même temps, expéditif. Nous n'avons pas observé notre calendrier, qui avait été fixé antérieurement, mais je suis sûr que si vous n'aviez pas insisté et fait preuve d'un esprit de décision à l'égard des délégations, et plus particulièrement à l'égard de la mienne, notre session se serait encore prolongée. Bien que ma délégation n'ait pas toujours été d'accord avec vous et que vous n'ayez pas toujours été d'accord avec nous, nous estimons de notre devoir de vous féliciter de ce fait, qui découle de votre grande expérience. Votre fermeté a contribué grandement au succès du travail du Conseil de tutelle.

M. Brykine (URSS)

Nous vous souhaitons, Monsieur le Président, beaucoup de succès dans votre carrière future. Nous vous souhaitons aussi un bon voyage en Autriche. Nous espérons que vous trouverez votre Président en bonne santé et que vous reviendrez ici, aux Nations Unies, ayant acquis encore de l'expérience et ayant fait provision d'impressions agréables pendant votre voyage.

Nous avons eu avec M. Corner davantage, je crois, de discussions officielles que d'échanges au Conseil et ces discussions officielles ont eu plus de succès que nos entretiens officiels. M. Corner s'est montré un excellent Vice-Président et ses qualités méritent d'être remarquées. C'est un diplomate avisé, compétent, qui n'est peut-être pas toujours d'accord avec son interlocuteur, surtout si celui-ci représente l'Union soviétique, mais il respecte néanmoins son point de vue. Nous nous en sommes convaincus au cours des nombreuses conversations que nous avons eues avec lui. Je souhaite également à M. Corner beaucoup de succès et de bonheur.

Enfin, nous voudrions dire quelques mots à propos des fonctionnaires du Secrétariat, dont certains nous sont connus; il y en a d'autres au contraire que nous ne voyons pas et peut-être est-ce M. Protitch qui est responsable du fait que nous ne les connaissons pas tous - ou peut-être ont-ils été si occupés par nos affaires qu'ils n'ont pas eu la possibilité de venir ici. Je crois que cette raison est la bonne et nous savons tous que nous leur avons donné beaucoup de travail. Ils ont commis des erreurs. La délégation soviétique n'a pas manqué de le souligner mais, néanmoins, le travail que nous leur avons demandé était considérable, avait un volume énorme. Nous parlons ici, nous intervenons sans cesse et tout cela doit être rapporté, mis en forme, doit nous être ensuite soumis, ce qui représente un travail long et minutieux, et la délégation de l'Union soviétique apprécie grandement les services de ceux qui le font.

Nous leur souhaitons bonne santé, bon succès et meilleure compréhension des points de vues de toutes les délégations, ce qui est très important pour les membres du Secrétariat. Ce n'est pas le point principal, mais c'est une condition indispensable pour que l'Organisation fonctionne bien et résolve les problèmes qui lui sont confiés.

Nous tenons aussi à souhaiter bonne santé à M. Cottrell et nous lui offrons nos vœux de bonheur au moment où il prend sa retraite.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je ne pense pas pouvoir mieux faire que de m'associer à ce qui a été dit par les orateurs qui m'ont précédé pour vous remercier, Monsieur le Président, de la façon dont vous avez dirigé nos travaux et pour vous adresser nos vœux les meilleurs ainsi qu'au Vice-Président, M. Corner, et qu'à M. Cottrell dont j'ai appris cet après-midi le départ imminent.

Je ne me propose pas d'en dire davantage sauf peut-être, si vous le permettez, pour ajouter un hommage à ceux qui vous ont déjà à si juste titre été rendus, Monsieur le Président : je voudrais dire que chaque fois que j'ai été arrêté par la circulation dans la Seconde Avenue, et que j'ai compris que j'allais être en retard pour une séance du Conseil de tutelle, j'ai éprouvé un très grand sens de culpabilité. Je pense que c'est là un grand hommage à votre personnalité.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas manquer cette occasion de prononcer quelques mots avant la clôture de cette session. Mais que pourrais-je encore dire, après tout ce qu'ont déjà dit à si juste titre les autres membres du Conseil?

A entendre le représentant de l'Union soviétique prononcer des paroles si élogieuses pour le Président, je me suis demandé si l'espoir nous était permis - mais j'avoue en douter encore - de l'entendre prononcer un jour des paroles également élogieuses à l'égard des Autorités administrantes elles-mêmes.

Je désire m'associer aux bons vœux qui ont été adressés à M. Cottrell, l'image parfaite du fonctionnaire international entièrement dévoué à sa tâche. Mes remerciements vont aussi à tous ceux qui ont contribué au succès de cette session du Conseil : interprètes, sténographes, rédacteurs, et autres.

Enfin, je tiens à remercier chaleureusement notre Président, le modèle des présidents, qui a tant facilité ma tâche lors de cette session. Pour poursuivre l'analogie qui a été faite ici avec les problèmes de la circulation, je dirai que notre Président m'a vraiment fait penser à un moteur puissant fonctionnant sans heurts pendant toute cette session. Chacun admet que l'Ambassadeur Barnes est capable de faire face à des problèmes beaucoup plus complexes que ne l'ont, par bonheur, été ceux que nous avons étudiés ici. Je lui souhaite un même succès dans l'avenir et j'espère avoir encore maintes occasions de participer sous sa présidence aux travaux d'autres organes des Nations Unies.

Je souhaite enfin à tous mes collègues de profiter pleinement d'un repos bien gagné.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Je dois dire que je me sens accablé par toutes les paroles élogieuses qui viennent de m'être adressées. Bien conscient de ne pas les avoir méritées, je les interprète comme signifiant que le Conseil entendait par là qu'il espérait me voir répondre à toutes ces aspirations qui se sont exprimées dans les diverses déclarations que nous avons entendues. Je puis assurer mes collègues que j'entends consacrer mon existence au service de ces aspirations et de ces objectifs, espérant ainsi mériter l'approbation de chacun.

Le Président

Nous parvenons ainsi à la fin des travaux de cette trentième session du Conseil de tutelle, que j'ai eu le grand honneur et le privilège de présider. Cette expérience a été pour moi particulièrement enrichissante, et je saisis l'occasion pour dire à tous les membres du Conseil combien je leur suis reconnaissant de la courtoisie, de la compréhension et de la coopération dont ils ont fait preuve à mon égard pendant cette présidence. Je tiens à exprimer ma gratitude toute particulière au Vice-Président, l'Ambassadeur Corner, pour l'aide précieuse qu'il m'a apportée. J'ai aussi apprécié à leur juste valeur les services que nous ont rendus M. Protitch, le Sous-Secrétaire, et M. Cottrell, ainsi que le Secrétariat et - pour reprendre l'expression du représentant de la Chine - toutes les personnes, visibles et invisibles, dont la contribution nous a permis d'accomplir ici notre tâche dans les meilleures conditions. Je dois avouer que j'ai fait très largement appel à l'expérience et à l'habileté de M. Cottrell. Sa retraite prochaine nous attriste tous, et ma tristesse serait plus grande encore si je savais devoir être appelé à présider à nouveau ce Conseil sans le savoir à mes côtés. Je lui souhaite une retraite heureuse et prospère, ainsi qu'une bonne santé.

Je remercie encore une fois tous ceux qui nous ont aidés - interprètes, sténographes, rédacteurs, traducteurs - sans la contribution desquels le Conseil n'aurait pas pu accomplir sa tâche comme il l'a fait.

En réponse à l'appel toujours plus pressant de tous les peuples qui réclament la liberté et l'indépendance, le Conseil, dans l'accomplissement de ses fonctions de surveillance sur les Territoires sous tutelle, a contribué dans une mesure qu'il ne faut pas sous-estimer à l'accélération des progrès des Territoires sous tutelle dans la voie de l'indépendance. Je suis certain que les membres de ce Conseil continueront de consacrer leurs efforts à l'accomplissement de cette noble tâche jusqu'au moment où tous les Territoires encore sous tutelle auront, pour reprendre les mots de la représentante du Libéria, rejoint, comme ils le désirent, la constellation des nations libres.

CLOTURE DE LA TRENTIEME SESSION

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je déclare close la trentième session du Conseil de tutelle.

La séance est levée à 16 h 40.